



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 12/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT

90 chemin des Granges Bas
88400 Gérardmer

Références : S-24-977RP
Code AIOT : 0006204550

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT implanté 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du site. Elle s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2639-2008 du 13 août 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT
- 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204550
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une station d'épuration qui traite les effluents de la société d'ennoblissement textile Parmentelat.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.4.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit investiguer pour déterminer la cause des dépassements de ses rejets aqueux en azote.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : (...)</p> <p>Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • température : < 30°C • 5,5 < pH < 8,5 • débit : 910 m³/j • MES : < 35 mg/L et flux < 38,5 kg/j • DBO5 : < 30 mg/L et flux < 33 kg/j • DCO : flux < 246 kg/j (flux mensuel < 205 kg/j) • NGL : < 10mg/L • AOX : < 1 mg/L • P : < 10 mg/L <p>Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens, de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate par consultation de la plate-forme GIDAF que les rejets de l'exploitant présentent des dépassements fréquents en azote (l'exploitant précise que l'azote est présent sous forme de nitrate). Les rejets en azote global dépassent régulièrement 30 mg/L. L'exploitant précise que ces dépassements sont plus fréquents depuis qu'il utilise des sels d'aluminium pour abattre le paramètre phosphore. Il procède donc à un essai temporaire d'arrêt d'injection de sel d'aluminium pour confirmer ou infirmer son impression.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur les causes des dépassements en azote puis de corriger ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : (...) <p>Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.</p>
Constats : L'exploitant a transmis ses résultats d'autosurveillance via la plate-forme GIDAF jusqu'au mois de juillet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, bilan de fonctionnement de la station d'épuration
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"> • les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ; • une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ; • un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ; • un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process...) ; • une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis le bilan de fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant transmette le bilan de fonctionnement de l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois